

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 JUILLET 1911.

Proposition de loi modifiant la loi du 25 mars 1876 sur la compétence en matière civile.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La présente proposition de loi n'a guère besoin de développements.

Tous ceux qui sont un peu versés dans les choses de l'assurance savent, en effet, combien est grand le nombre des sociétés d'assurances qui, dans leurs polices, modifient d'une façon générale et systématique les règles de la compétence telle qu'elle est fixée par la loi.

En matière de compétence territoriale, la règle fondamentale est que le défendeur doit être assigné à son domicile : *actio sequitur forum rei*.

Cependant, à cette règle le législateur de 1876 a apporté ce tempérament ou cette exception que, quand il s'agit d'une action mobilière, cette action peut être portée indifféremment devant le juge soit du lieu où l'obligation est née, soit du lieu où celle-ci a été exécutée ou du lieu où elle doit l'être.

Non contentes de cela, les sociétés et compagnies d'assurances presque toutes — et encore celles qui n'agissent pas de la sorte sont peut-être celles qui pourraient le faire avec le minimum d'inconvénients pour les assurés — ont pris l'habitude d'introduire dans les conditions générales de leurs polices cette clause que les contestations éventuelles entre elles et leurs assurés seront portées devant le juge du lieu de leur siège social à elles — d'ordinaire situé dans l'agglomération bruxelloise. Certaines d'entre elles, renchérissant encore sur ce système, se réservent en sus le droit de les porter à leur gré devant un juge — sans préciser autrement — de l'agglomération bruxelloise, et ce dans la pensée, généralement, de porter ces litiges éventuels devant certain juge plutôt que devant tel autre dont la jurisprudence leur paraîtrait moins favorable.

Si ces litiges avaient une réelle importance, peut-être les assurés supporteraient-ils, sans trop se plaindre, ce régime — tout à l'avantage des sociétés d'assurances et qu'il leur faut subir de plus en plus, ... les conditions générales des contrats de toutes les sociétés et compagnies d'assurances tendant à s'uniformiser toujours davantage.

Mais, souvent il s'agit de petites sommes, du paiement des primes, du point de savoir si un contrat de mince valeur est ou non valable, est ou non résilié, etc., etc. D'ordinaire, le litige ne vaut pas le déplacement : de sorte que le système imaginé par les sociétés d'assurances est, en fait, un abominable moyen de pression sur les assurés, à l'effet de les obliger à s'incliner devant les prétentions de l'assureur à peine d'avoir à supporter les frais et les ennuis d'un procès à plaider ailleurs que devant leur juge naturel et souvent au loin — car les sociétés d'assurances n'hésitent pas plus à assigner à Bruxelles un assuré d'Arlon ou d'Hasselt qu'un autre de Lennik-Saint-Quentin.

Les inconvénients de ce système deviennent de jour en jour d'autant plus sensibles que trop souvent, à raison de l'effrénée concurrence qu'elles se font entre elles, les sociétés d'assurances recourent, pour arriver à la conclusion de contrats, à des manœuvres qui ne sont pas toujours marquées au coin de la plus délicate correction, voire même parfois de la plus élémentaire honnêteté.

Si bien que, tandis que, d'une part, les magistrats des juridictions surchargées se plaignent d'un encombrement intolérable de leurs rôles par les affaires d'assurance, d'autre part, le mécontentement dans le monde des assurés est général et leurs plaintes sont des plus vives d'un bout à l'autre du pays.

La même situation s'est longtemps rencontrée en France. Le législateur a fini par s'en émouvoir. Il a arrêté, en conséquence, des dispositions analogues à celles qui font le fond de la présente proposition de loi. Depuis lors, paraît-il, les plaintes ont cessé : les sociétés d'assurances ne sont pas parvenues à tourner la loi nouvelle, elles se sont faites elles-mêmes au régime nouveau — encore qu'il dérogeât, à leur détriment mais par nécessité, à la règle que l'action, en matière d'assurance, est portée devant le juge du domicile de la partie défenderesse — et tout est rentré dans l'ordre.

On peut supposer qu'il en sera de même en Belgique.

En donnant aux dispositions nouvelles sur la compétence en matière d'assurance le caractère de dispositions d'ordre public — auxquelles dès lors il ne peut être dérogé contractuellement —, le législateur belge prendra contre les velléités de tourner la loi que pourraient avoir les sociétés d'assurances la même garantie que le législateur français. Il n'y a pas lieu de craindre qu'elle soit inefficace. Si, cependant, les prévisions du législateur étaient déjouées, de nouvelles mesures s'imposeraient et elles seraient prises incontestablement — l'assurance devant garder sa vertu sociale essentielle, qui ne permet pas qu'on la transforme en exploitation plus ou moins parfaite et adroite des assurés.

Certes, on eût pu restreindre le champ d'action de la proposition de loi et n'envisager que les actions dans lesquelles les assurés sont défendeurs ou même certaines catégories de ces actions. Mais, ses auteurs ont pensé qu'il valait mieux donner à ses dispositions un caractère général, viser en conséquence tous les litiges auxquels peut donner ouverture un contrat d'assurance. Pour toutes les contestations nées de semblables contrats, le juge le mieux indiqué paraît être celui du lieu où s'est produit l'accident, lorsqu'il s'agit d'assurances contre les accidents dont peuvent être victimes les personnes ou les animaux, et celui du lieu

où se trouve la matière de l'assurance, les biens ou objets assurés, quand il s'agit de risques concernant des immeubles ou des meubles; d'autant plus que c'est devant lui qu'auront lieu le plus ordinairement les enquêtes et toutes les mesures d'instruction auxquelles l'instruction de l'affaire pourra devoir donner lieu.

Pour toutes les raisons développées ci-dessus, les auteurs de la présente proposition ont le ferme espoir que le Parlement fera bon accueil à leur initiative et — c'est dans un intérêt social évident — que ce sera le plus tôt possible.

JOS. HOÏOIS.



PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 25 mars 1876 sur
la compétence en matière civile.**

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 45 de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence en matière civile :

En matière de contrats d'assurances, l'action ne pourra être portée que devant la juridiction compétente dans le ressort de laquelle se trouvent :

1° le domicile de l'assuré ;

2° les immeubles ou les meubles assurés, s'il s'agit d'assurances contre les risques les concernant, et le lieu où s'est produit l'accident, s'il s'agit d'assurances contre les accidents dont sont victimes les personnes ou les animaux.

Il n'est pas dérogé aux règles générales de compétence en matière d'assurances maritimes ni à l'article 26 de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des accidents du travail.

ART. 2.

Sauf pour les actions actuellement pendantes en justice, toute convention contraire à la présente loi sera réputée nulle de plein droit.

WETSVOORSTEL

**tot wijziging der wet van 25 Maart
1876 op de bevoegdheid in burger-
lijke zaken.**

EERSTE ARTIKEL.

De navolgende bepalingen worden toegevoegd aan artikel 43 der wet van 25 Maart 1876 op de bevoegdheid in burgerlijke zaken :

In zake van verzekeringsovereenkomsten, mag de eisch alleen worden gebracht voor de bevoegde rechtsmacht binnen welker gebied :

1° De verzekerde zijne woonplaats heeft ;

2° Zich bevinden de verzekerde onroerende of roerende goederen, indien het betreft verzekeringen tegen gevaren waaraan die blootgesteld zijn, en de plaats waar het ongeval zich voordeed, indien het betreft verzekeringen tegen de ongevallen waarvan personen of dieren het slachtoffer zijn.

Er wordt niet afgeweken van de gewone regelen van bevoegdheid in zake van zeeverzekeringen, evenmin als van artikel 26 der wet van 24 December 1903 op de vergoeding van arbeidsongevallen.

ART. 2.

Behalve voor de thans aanhangige rechtsvorderingen, wordt elke met deze wet strijdige overeenkomst gehouden als van rechtswege nietig.

Jos. Moÿois.

REYNAERT.

A. BORBOUX.

CH. GILLÈS DE PÉLICHY.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 JULI 1911.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 25 Maart 1876 op de bevoegdheid in burgerlijke zaken.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Dit wetsvoorstel behoeft als 't ware niet te worden toegelicht.

Wie eenigszins op de hoogte is van verzekeringszaken weet immers dat een aantal verzekeringsmaatschappijen, in hare polis, op algemeene en stelselmatige wijze de regelen der bevoegdheid, zooals deze bij de wet is vastgesteld, wijzigen.

In zake van plaatselijke bevoegdheid geldt als hoofdregel, dat de verweerder moet worden gedagvaard aan zijne woonplaats : *actio sequitur forum rei*.

Aan dezen regel heeft de wetgever, in 1876, echter deze verzachting of wijziging toegebracht, dat, wanneer het betreft eene roerende rechtsvordering, deze vordering kan worden gebracht, naar keuze, of voor den rechter van de plaats waar de verbintenis is ontstaan, of voor dien van de plaats waar zij werd uitgevoerd of van de plaats waar zij moet worden uitgevoerd.

Zich daarmede niet vergenoegende, zijn bijna al de maatschappijen en vennootschappen van verzekering — terwijl degene, die aldus niet handelen, het wellicht zouden kunnen doen met het minimum van bezwaren voor den verzekerde — gewoon om onder de algemeene voorwaarden van hare overeenkomsten een beding op te nemen, krachtens hetwelk de mogelijke geschillen, die tusschen haar en hare verzekerden zouden kunnen oprijzen, zullen worden gebracht voor den rechter van de plaats waar zij, maatschappijen, haren zetel hebben — over 't algemeen zijn zij gevestigd in Brussel en voorsteden. Enkele harer, het nog verder drijvende, behouden zich bovendien het recht voor, de geschillen, naar hare keuze, te brengen voor een rechter — zonder verder te bepalen — van Brussel en voorsteden; en dat wel, doorgaans, met de gedachte die mogelijke geschillen te brengen voor zekeren rechter, liever dan voor een anderen welks rechtspraak haar minder voordeelig mocht toeschijnen.

Indien die geschillen werkelijk belangrijk waren, dan zouden de verzekerden zich wellicht, zonder te veel te klagen, onderwerpen aan dat stelsel, — 't welk geheel ten voordeele van de verzekeringsmaatschappijen is en waarvan zij als 't ware hoe langer hoe meer het slachtoffer worden, vermits de algemeene bepalingen der overeenkomsten van al de verzekeringsmaatschappijen en verzekeringsvennootschappen er naar streven om steeds meer eenvormig te worden.

Doch dikwijls betreft het kleine sommen, de betaling van premiën, de zaak te weten of eene overeenkomst van geringe waarde al of niet geldig is, al dan niet is verbroken, enz., enz. Gewoonlijk is het geschil de moeite niet waard zich daarvoor te verplaatsen : zoodat het stelsel, door de verzekeringsmaatschappijen uitgedacht, werkelijk een afschuwelijk middel is van drukking op de verzekerden, ten einde dezen er toe te dwingen het hoofd neer te leggen bij de aanmatigingen van den verzekeraar, zooniet zich bloot te stellen aan de kosten en onaangenaamheden van een rechtsgeding voor een anderen dan hun eigen rechter en dikwijls heel verre, — want de verzekeringsmaatschappijen dagen al even gemakkelijk, om te Brussel te verschijnen, een verzekerde van Aarlen of Hasselt als een andere verblijvende te Sint-Quintens-Lennik.

De bezwaren, aan dat stelsel verbonden, doen zich iederen dag te meer gevoelen, daar, ten gevolge van de onbezonnen mededinging welke onder de verzekeringsmaatschappijen bestaat, deze, om overeenkomsten te kunnen sluiten, te veel hare toevlucht nemen tot praktijken die altijd niet zeer kiesch, ja soms volstrekt oneerlijk zijn, zoodat, eenerzijds, de magistraten der rechtsmachten er over klagen, dat de rollen overlast zijn met zaken betrekking hebbende op verzekering, en de misnoegdheid, anderzijds, algemeen is bij de verzekerden; gansch het land door wordt door dezen hevig geklaagd.

Hetzelfde bestond gedurende langen tijd in Frankrijk. Op den duur heeft de wetgever er zich over ontroerd. Bijgevolg stemde hij maatregelen in den aard van die voorkomende in dit ons wetsvoorstel. Sedert, schijnt het, hielden de klachten op : de verzekeringsmaatschappijen slaagden er niet in, de nieuwe wet te ontduiken, ze gewenden zich aan den nieuwen regel — ofschoon hij, te haren nadeele doch uit noodzaak, den regel wijzigde volgens welken, in zake van verzekering, het geding wordt gebracht voor den rechter van de plaats waar de verwerende partij hare woonplaats heeft — en alles schikte zich weer goed.

Het is te veronderstellen, dat het ook zoo zal gaan in België.

Door aan de nieuwe bepalingen, betreffende de bevoegdheid in zake van verzekering, het karakter toe te kennen van bepalingen waarbij de algemeene orde is betrokken, — waarvan derhalve niet mag worden afgeweken bij overeenkomst —, zal de Belgische wetgever tegen de verzekeringsmaatschappijen, die de wet zouden willen ontduiken, dezelfde waarborgen in 't leven roepen als de Fransche wetgever het deed. Men behoeft

niet te vreezen dat ze ondoelmatig zullen zijn. Worden de vooruitzichten van den wetgever echter te leur gesteld, dan zouden nieuwe maatregelen noodzakelijk worden en daartoe zou stellig worden besloten, daar de verzekering het kenmerk moet behouden van eene hoofdzakelijke sociale deugdelijkheid welke niet toelaat ze te doen vervallen in eene min of meer volkomen en behendige uitbuiting van de verzekerden.

Men hadde, weliswaar, den omvang van de werking van het wetsvoorstel kunnen beperken en zich enkel kunnen bezighouden met de gedingen, waarin de verzekerden verwerende partij zijn, of zelfs enkele soorten dier gedingen. Doch zij, van wie het wetsvoorstel uitgaat, hebben gedacht dat het beter ware een algemeen karakter aan zijne bepalingen te geven, bijgevolg te bedoelen al de geschillen waartoe eene verzekeringsovereenkomst aanleiding kan geven. Voor al de geschillen, uit soortgelijke contracten ontstaan, schijnt de best aangewezen rechter inderdaad te zijn die van de plaats waar het ongeval zich voordeed, indien het betreft verzekeringen tegen de ongevallen waarvan personen of dieren het slachtoffer kunnen zijn, en die van de plaats waar zich bevinden de zaak waarop de verzekering slaat, de verzekerde goederen of voorwerpen, wanneer het geldt risicos betreffende onroerende of roerende goederen; te meer daar het voor dezen rechter is dat, doorgaans, de getuigenverhooren zullen plaats hebben, alsmede al de verrichtingen waartoe het onderzoek van de zaak aanleiding kan geven.

Om al de hierboven uiteengezette redenen koesteren zij, die dit wetsvoorstel hebben ingediend, de vaste hoop dat het een goed onthaal bij het Parlement zal vinden en — het geldt een klaarblijkelijk sociaal belang — daaraan zoo spoedig mogelijk gevolg zal worden gegeven.

Jos. HOÏOIS.



PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 25 mars 1876 sur
la compétence en matière civile.**

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 43 de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence en matière civile :

En matière de contrats d'assurances, l'action ne pourra être portée que devant la juridiction compétente dans le ressort de laquelle se trouvent :

1° le domicile de l'assuré ;

2° les immeubles ou les meubles assurés, s'il s'agit d'assurances contre les risques les concernant, et le lieu où s'est produit l'accident, s'il s'agit d'assurances contre les accidents dont sont victimes les personnes ou les animaux.

Il n'est pas dérogé aux règles générales de compétence en matière d'assurances maritimes ni à l'article 26 de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des accidents du travail.

ART. 2.

Sauf pour les actions actuellement pendantes en justice, toute convention contraire à la présente loi sera réputée nulle de plein droit.

WETSVOORSTEL

**tot wijziging der wet van 25 Maart
1876 op de bevoegdheid in burger-
lijke zaken.**

EERSTE ARTIKEL.

De navolgende bepalingen worden toegevoegd aan artikel 43 der wet van 25 Maart 1876 op de bevoegdheid in burgerlijke zaken :

In zake van verzekeringsovereenkomsten, mag de eisch alleen worden gebracht voor de bevoegde rechtsmacht binnen welker gebied :

1° De verzekerde zijne woonplaats heeft ;

2° Zich bevinden de verzekerde onroerende of roerende goederen, indien het betreft verzekeringen tegen gevaren waaraan die blootgesteld zijn, en de plaats waar het ongeval zich voordeed, indien het betreft verzekeringen tegen de ongevallen waarvan personen of dieren het slachtoffer zijn.

Er wordt niet afgeweken van de gewone regelen van bevoegdheid in zake van zeeverzekeringen, evenmin als van artikel 26 der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortspuitende uit arbeidsongevallen.

ART. 2.

Behalve voor de thans aanhangige rechtsvorderingen, wordt elke met deze wet strijdige overeenkomst gehouden als van rechtswege nietig.

Jos. Hoÿois.

REYNAERT.

A. BOUBOUX.

CH. GILLÈS DE PÉLICHY.